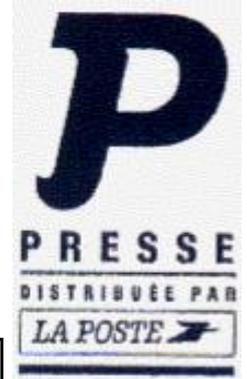


Dispensé de timbrage

CARCASSONNE PPDC

Unitaire 11

Bimestriel N°101 Avril - Mai 2012 Prix du N° : 0,75 euros Abt : 3 euros



Bulletin de la FSU (Fédération Syndicale Unitaire)
Section de l'Aude 22 bis, boulevard de Varsovie 11000 CARCASSONNE
fsu.aude@wanadoo.fr ou fsu11@fsu.fr

Déposé le 16/05/2012

6 mai 2012 : une page se tourne...

La FSU, sur la base de ses exigences revendicatives, avait appelé à la rupture avec la politique anti-sociale menée ces dernières années. La défaite de Nicolas Sarkozy et l'élection de François Hollande à la présidence de la République ouvrent de nouvelles perspectives pour la construction d'une autre société.

Les incessantes stigmatisations et oppositions des citoyens les uns aux autres, les intolérables exclusions d'une partie de la population ont été sources de division. Le rassemblement de notre société autour des valeurs de solidarité, d'égalité et de justice est indispensable.

Dans un monde en profondes mutations, dans un contexte européen de crise et alors que les évolutions de la société créent des besoins nouveaux, il faut enfin apporter des réponses aux questions de chacun et notamment à celles posées depuis des années par les salariés, les précaires, les chômeurs, les jeunes et les retraités.

Les attentes sont fortes après des années de dégradation de la situation économique, sociale et environnementale après aussi les remises en cause du rôle des organisations syndicales et du dialogue social.

Il faut maintenant une réelle rupture avec les politiques menées ces dernières années et les mesures d'austérité, qui ne sont pas les réponses pour relancer notamment l'emploi et le pouvoir d'achat. Cela passe en particulier par un tout autre partage des richesses, le développement et l'amélioration des services publics, de la Fonction publique et des mécanismes de solidarités collectives.

Les dégradations sont telles que cela exige sur le court terme des mesures d'urgence qui passent au plus vite par une loi de finance rectificative, et par des mesures de fond sur les 5 années à venir.

La FSU sera un interlocuteur exigeant et combatif pour contribuer à la construction des nécessaires alternatives.

Elle s'adressera très prochainement au Président de la République et à son gouvernement pour redire les propositions qu'elle porte.

Convaincue que les évolutions nécessaires doivent se faire avec les personnels, la FSU souhaite que les organisations syndicales soient à nouveau reconnues comme des partenaires utiles et indispensables à la construction démocratique de notre société.

Communiqué de presse FSU

j'❤️
le service
public



Siège social :
FSU 11
22 bis, Bd de Varsovie
11000 CARCASSONNE
Tél.Fax : 04 68 25 54 23
Directeur de la Publication
Gilbert SARTORÉ
Commission paritaire
N° 0715 S 07452
ISSN 1250-0224

SOMMAIRE

- 1- 6 mai : communiqué FSU.
- 2- Un espoir et l'exigence d'une autre politique pour l'école. Après la présidentielle, reconstruire l'école. Congrès FGR-FP à Narbonne.
- 3- Déclaration de la FSU le 1er mai à Narbonne. En bref...
- 4- Perte d'autonomie, un dossier à reprendre d'urgence !
Fiscalité : les gagnants de l'ère sarkozyste .
- 5- RESF : un moratoire sur les expulsions. Droites : objectif en partie atteint.
- 6- Nouvelle Union Locale FSU à Narbonne.

Ce bulletin vous a été envoyé grâce au fichier informatique de la FSU-Aude. Conformément à la loi du 6/1/78, vous pouvez avoir accès aux informations vous concernant et les faire rectifier, en vous adressant à la FSU-Aude.

Disponible à la SD FSU, 22 Bis Bd de Varsovie à Carcassonne :
« Le travail social entre les pauvres et les marchés »,
Supplément au n° 26 de « Syndicalement votre »,
Journal du SNUCLIAS-FSU

Un espoir et l'exigence d'une autre politique pour l'École... Snes académique

« Depuis hier soir, on respire mieux et l'air semble plus léger » : en quelques mots, une de nos collègues résumait ce matin le sentiment de toute la salle des profs.

La défaite de Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle est une bouffée d'oxygène pour notre profession, méprisée et attaquée jusque dans son expertise professionnelle, pour le Service Public d'Éducation, asphyxié depuis des années, pour le 2nd degré, cible privilégiée d'une politique éducative de renoncement et d'abandon.

Cette défaite traduit une exigence ! L'exigence d'une rupture avec une politique libérale économique, sociale et éducative, une politique de casse de la Fonction Publique et des Services Publics, que nous n'avons cessé de combattre. L'exigence d'une autre politique, notamment éducative, que nous avons portée tout au long des mobilisations que le SNES et la FSU ont construites et développées depuis des années avec toute la profes-

sion.

Nous ne pouvons pourtant pas nous abandonner trop longtemps au parfum et à la saveur de cette bouffée d'oxygène. Chacun a conscience de la gravité des dégâts causés à notre Service Public et au 2nd degré, et de l'ampleur du chantier. Chacun sait que ces dégâts ne pourront pas être réparés en quelques semaines. La crise des recrutements sans précédent qui frappe de plein fouet notre système éducatif, et qui résulte directement de la politique actuelle, en est la pire des illustrations.

Mais chacun sait aussi combien cette situation nécessite de prendre au plus vite de premières mesures d'urgence pour la rentrée 2012, parmi lesquelles un collectif budgétaire. C'est le but de l'appel du congrès national du Snes qui contient à la fois un plan d'urgence pour la prochaine rentrée, et un plan de programmation pluriannuelle pour mettre en œuvre cette autre politique éducative pour la-

quelle notre profession s'est autant mobilisée, avec le soutien d'une large majorité de l'opinion publique qui a aussi exprimé dimanche cette exigence.

Nous devons continuer à porter dès maintenant, en nous réunissant dans chaque établissement, auprès des parents et de l'opinion, auprès des candidats aux prochaines élections législatives, nos revendications et l'exigence de ces mesures d'urgence pour la rentrée 2012 qui doivent être le premier pas d'un renouveau pour l'Éducation et pour le 2nd degré.

Nous devons continuer à porter publiquement et auprès des candidats aux prochaines élections législatives, l'exigence d'une autre politique éducative et d'une programmation pluriannuelle des moyens et des réformes à mettre en œuvre, et préparer dans les semaines à venir **les États Généraux du 2nd degré** que le Snes, le Snep et le Snuep organisent à l'automne prochain.

Après la présidentielle, reconstruire l'école ! SNUipp-FSU de l'Aude

Une page politique est tournée. L'école asphyxiée doit retrouver du souffle pour se transformer. Pour avancer, il faudra redonner de l'envie et de la confiance.

Après dix années de gouvernement de droite dont un quinquennat qui a conduit l'école dans le mur, les Français ont tranché. Le 6 mai, ils ont mis fin à une politique qui, dans l'éducation, s'est traduite par 80 000 suppressions de postes, par la mise à distance d'une bonne part de ce qui fonde les valeurs de l'école publique : la possibilité de donner à chacun une égalité de chances quelle que soit son origine sociale, la volonté de ne laisser personne au bord du chemin, l'objectif de la réussite de tous avec les moyens de cette ambition. Après ces renoncement, après les humiliations subies par les enseignants des écoles qui, loin d'être écoutés, ont été dénigrés au gré des besoins en communication des ministres, voici venue une opportunité nouvelle, celle de transformer une école par trop inégalitaire.

De grands chantiers attendent le pays, dont celui de l'éducation. Chacun sait que la France a grandement besoin de retrouver les valeurs de solidarité et de justice sociale pour améliorer les conditions de vie des familles les plus défavorisées qui ont été trop souvent les laissées-pour-compte des politiques inégalitaires, notamment dans l'éducation. Mais chacun sait aussi que la société a besoin de retrouver de la sérénité et du lien. Et justement, à l'heure où les divisions ont été attisées, l'éducation constitue un formidable terreau pour construire un « vivre ensemble » prometteur et épanouissant.

Faire avancer l'école sur cette voie, c'est le projet que porte le SNUipp-FSU...

Congrès national de la FGR-FP à Narbonne

Un an sur deux, la Fédération Générale des Retraités de la Fonction Publique tient un congrès national. Chaque adhérent-e retraité-e, de la plupart des syndicats de la FSU, est de fait adhérent-e de la FGR-FP.

Cette année, c'est le Théâtre de Narbonne qui a été retenu pour accueillir les congressistes de toute la France. Le Congrès s'y tiendra les 12, 13 et 14 juin prochains.

Dans le cadre de la Section Fédérale des Retraités de la FSU11, nous avons travaillé en réunion de bureau les textes de la motion revendicative. Nous avons fait des propositions d'amendements tenant compte des évolutions de la situation sur les dossiers de la fiscalité, la protection sociale et la fonction publique. Nous nous sommes aussi exprimés sur les orientations de la FGR-FP et sur son propre avenir, lequel sera l'un des enjeux de ce congrès national. Enfin, nous sommes intervenus lors de l'Assemblée Générale Départementale de la FGR-FP qui s'est tenue à Carcassonne le 24 avril dernier en présence d'Annick MERLEN, secrétaire générale nationale.

Deux de nos militants participeront à ce prochain congrès à Narbonne :

Guy AYATS
ou Jacqueline ROUGIER pour le SNES,
et Alain CAZANAVE pour le SNUipp.

Déclaration FSU le 1er mai à Narbonne

**Le « vrai travail » en 2012 ?
Tourner cette page au plus vite... et conquérir
des droits nouveaux !**

Ce 1^{er} mai 2012 n'a rien d'ordinaire ou de traditionnel. D'abord parce que le premier tour de l'élection présidentielle a été marqué par le rejet cinglant de la politique menée pendant son quinquennat par le président sortant et par le score historique du FN. Mais aussi parce que Sarkozy, pour des raisons purement électoralistes, et Le Pen, pour promouvoir ses idées racistes et xénophobes, entendent récupérer le 1^{er} mai et le détourner de son sens par la promotion d'intérêts contraires à ceux des salariés, des chômeurs et des retraités.

Le 1^{er} mai, journée internationale des travailleuses et travailleurs tire son origine du 1^{er} mai 1886, jour où la pression syndicale a permis à environ 200 000 travailleurs américains d'obtenir la journée de travail de 8 heures.

Un mouvement historique réprimé par la force et qui a coûté la vie à nombre d'entre eux.

Ce n'est ni la Sainte Jeanne d'Arc, ni la Saint Nicolas. Ce n'est ni une journée de commémoration des idées fascistes, ni une opération de sauvetage d'un candidat désavoué par le peuple ! Le 1^{er} mai, dans la rue, ce n'est ni la place de Le Pen, ni celle de Sarkozy. C'est la nôtre !

Sarkozy ne peut se revendiquer du camp des travailleurs, tant sa politique au service des plus riches, sur le dos des salarié-e-s a creusé les inégalités et les injustices, augmenté la pauvreté et mis à mal les facteurs de cohésion sociale issus du Conseil National de la Résistance (services publics, retraites, protection sociale,...).

Durant son quinquennat calamiteux, Sarkozy n'a jamais tenu compte des aspirations populaires, pas plus qu'il n'a pris en compte les revendications portées par les organisations syndicales. A l'écoute du MEDEF, le président des riches n'a affiché que mépris pour les syndicats.

Contre réforme des retraites, dispositifs de fichage des élèves et des populations, désignation de boucs émissaires (fonctionnaires, sans papiers, personnes « issues de l'immigration » mais encore les pauvres et les chômeurs)... tout cela a créé un climat de division détestable au sein de la population qui conduit au rejet de « l'autre » et contribue à banaliser les idées d'extrême droite. Notre mission est de contribuer à construire des alternatives en France et en Europe. Nos attentes sont grandes. Quel que soit le résultat des élections, la FSU exigera des orientations marquées par une volonté de progrès social et de justice.

**Aujourd'hui,
parce qu'aucun progrès n'est envisageable sous sa férule,
parce qu'il est urgent de tourner la page d'un quinquennat marqué par un accroissement des inégalités au profit des plus favorisés,
par un recul du vivre ensemble et de la démocratie,
par un recul de la laïcité,
par une banalisation de l'autoritarisme et des divisions qui font le jeu de l'extrême droite,
nous appelons à mettre fin au règne de Sarkozy.**

En bref... En bref... En bref...

Le dernier coup de Sarkozy :
Le décret mettant en œuvre la TVA sociale a été publié, le 6 mai, in extremis.

Le jour même du second tour de l'élection présidentielle, le chef de l'État et candidat de l'UMP a fait publier au *Journal officiel* le décret de mise en place de la TVA sociale rebaptisée « antidélocalisation ». Le décret fixe le barème des cotisations d'allocations familiales dues pour les rémunérations à compter du 1er octobre. Il est notamment écrit « qu'aucune cotisation n'est due pour les rémunérations inférieures à 2,1 fois la valeur du Smic calculé pour un an ».

Sans son abrogation, la TVA « sociale » devrait se traduire par une augmentation de 1,6 point, le taux passant de 19,6 à 21,2%.

« La TVA augmente, ce sont les prix qui augmentent. Si vous augmentez les prix, vous diminuez le pouvoir d'achat, le moteur de la croissance », selon Michel Sapin, Conseiller de François Hollande.

Il ne lui reste plus qu'à tenir sa promesse d'abroger ce décret.

Ultime provocation de Luc Chatel :

Le ministre de l'Éducation a fait passer in extremis le décret réformant l'évaluation des enseignants.

Ce texte qui prévoit de confier, dès le 1er septembre, l'évaluation aux chefs d'établissement, a été signé le lundi 7 mai et publié mardi au *Journal officiel*, malgré l'opposition massive des syndicats. C'est une « ultime provocation et agression », a réagi Daniel Robin, co-secrétaire du Snes-FSU.

Vincent Peillon, le conseiller éducation de François Hollande, a annoncé que ce décret sera « abrogé », dès la mise en place du nouveau gouvernement. Alors attendons pour voir...

Perte d'autonomie : un dossier à reprendre de toute urgence !

Présentée comme un chantier prioritaire du gouvernement sortant – *et sorti* – la réforme du financement de la perte d'autonomie avait été reportée par Fillon après les échéances électorales de 2012. Il est vrai qu'un choix de société majeur est en jeu selon la part d'engagement des pouvoirs publics. Quoi qu'il en soit, force est de reconnaître que cette question a loin d'avoir été centrale lors de la récente campagne électorale. Nul doute que le risque d'ouvrir un débat idéologique avant l'élection présidentielle a pesé dans l'abandon d'une recherche de mesures sociales justes.

Les débats, forums, études et rapports du printemps 2011 ne doivent pas être enterrés pour autant. Ils avaient en effet contribué à mettre en évidence la réalité des besoins et l'insuffisance de leur prise en charge collective.

La responsabilité du mouvement social et des organisations syndicales est de « remettre le couvert » ! La FSU continuera de mettre en avant les revendications des retraités et personnes âgées concernées par la perte d'autonomie mais aussi celles de toutes les personnes atteintes de handicaps innés ou acquis pour un droit universel à compensation. Elle portera les solutions de service public qu'elle propose pour leur prise en charge solidaire.

Les défis en terme d'organisation, de financement, d'emplois et de formation sont à aborder de manière approfondie et urgente. La FSU a des propositions qu'elle entend faire connaître ; elles s'inscrivent dans une prise en charge publique et solidaire et une gestion collective :

- création d'un droit universel sans condition d'âge et de ressources compensant la perte d'autonomie,
- égalité d'accès à ce droit sur l'ensemble du territoire ; ce droit doit s'inscrire dans une démarche de services publics au plus proche des besoins et des réalités locales,
- mise en place d'un organisme de concertation au niveau national et décentralisé, associant élus, personnels médicaux, représentants des personnels, des mouvements associatifs, des usagers et des salariés, permettant d'analyser les besoins, d'évaluer et contrôler la mise en œuvre des politiques retenues, de proposer de nouvelles actions.

Les personnels

- une formation solide, adaptée à chaque métier, construite avec les partenaires concernés (Éducation, Enseignement supérieur, Recherche, Santé,...), fondée sur des référentiels de formation communs et des modules spécifiques à chacun des métiers,
- une gestion départementale (le département pilote l'action sociale) assurant la continuité et la cohérence de prestation pour les personnes handicapées à tous les âges,
- un statut qui les relie à la Fonction Publique territoriale ou Hospitalière.

Le financement

Le financement de la perte d'autonomie comme celui de la protection sociale est un enjeu politique et social majeur. Le réduire à un débat sur 5^e risque ou 5^e branche est un moyen d'esquiver les questions de fond.

Si le financement s'inscrit pour la FSU dans le même cadre que celui de la protection sociale, on ne peut aborder les pistes d'un financement pérenne sans rappeler ses propositions globales sur une réforme fiscale profonde, le changement d'assiette des cotisations sociales et la mise à contribution de tous les revenus et du patrimoine afin que toutes les richesses participent au financement solidaire :

- une réelle progressivité de l'impôt,
- la suppression des exonérations fiscales en matière de succession,
- l'imposition du patrimoine et de ses revenus,
- la taxation des revenus financiers, bonus et plus-values,
- la remise en cause des niches fiscales et des exonérations de cotisations sociales,
- la refonte des cotisations sociales selon des modalités nouvelles favorables à l'emploi et aux salaires.

Ces quelques pistes sont des contributions de la FSU pour un débat national qui doit reprendre de toute urgence.

Alain CAZANAVE

Fiscalité : les gagnants de l'ère sarkozyste

Alternatives Économiques n°313

La fiscalité a fait l'objet de nombreuses réformes depuis quinze ans, le plus souvent dans le but de diminuer le niveau des prélèvements obligatoires.

Leurs conséquences sur les finances publiques sont bien connues : elles ont conduit depuis dix ans à réduire les recettes de l'État et à creuser les déficits publics. En cinq ans de gouvernance de Nicolas Sarkozy, la dette de l'État a augmenté de 500 milliards d'euros, passant de 1200 à 1700 milliards d'euros.

Le rapport Cotis*, remis au gouvernement il y a deux ans, estimait que les baisses d'impôt consenties depuis 2000 étaient responsables de 400 milliards de dette publique supplémentaire. L'effet de ces mesures, en termes de redistribution, fait l'objet d'un rapport de l'Institut des politiques publiques. Selon ses auteurs, les réformes fiscales mises en place depuis 2002 ont accru la dégressivité de l'impôt. En d'autre terme, les réformes fiscales ont favorisé les plus riches.

Ce phénomène n'est pas nouveau. Il s'explique par le poids prépondérant dans notre fiscalité des taxes indirectes comme la TVA et des prélèvements comme la CSG, combiné au fait que les assiettes imposables sont rognées par de multiples exemptions et exonérations qui profitent principalement aux plus aisés. Ce processus s'est accéléré depuis 2002. Alors que le taux de prélèvements obligatoires, en pourcentage de revenu national, baissait de 0,6 point pour l'ensemble de la population, le 1 % des plus hauts revenus a vu son taux d'imposition baisser de 3,6 points.

Le bilan du dernier quinquennat ne fait que confirmer la règle. Les cadeaux fiscaux du début de mandat ont été en partie compensés par des hausses d'impôt de la fin de mandat. Mais ce double mouvement a surtout favorisé les contribuables ayant de hauts patrimoines.

C'est le solde paradoxal d'un quinquennat qui prétendait réhabiliter la « valeur travail ». Peut-être Nicolas Sarkozy aurait-il dû préciser qu'il s'agissait de la part de la plus-value qui revient au capital.

*Jean Philippe Cotis, Directeur général de l'Insee.



Communiqué RESF **Un moratoire sur les expulsions maintenant, prélude à une profonde évolution**

Le Réseau Éducation sans frontières (RESF) se félicite de la défaite de Nicolas Sarkozy dont l'histoire retiendra qu'en dix années, de l'Intérieur à l'Élysée, il a emprisonné en centre de rétention plus d'un million d'hommes, de femmes et d'enfants étrangers sans papiers et en a expulsé de deux à trois cent mille. Il est à son tour expulsé de l'Élysée. Bon débarras. Son successeur a affirmé vouloir mener "une autre politique migratoire fondée sur des règles transparentes, stables et justes (...) et conduite dans le respect de la dignité de tous les êtres humains qui sont sur notre territoire" (courrier au RESF et à l'OEE du 20 février 2012 sur <http://www.educationsansfrontieres.org/IMG/fckeditor/UserFiles/RESFReponseFH.pdf>).

Même si ses engagements ont été limités et prudents, cette volonté du Président Hollande devrait marquer une rupture avec la xénophobie d'État, se traduire par un profond ré-examen du *code de séjour des étrangers et des demandeurs d'asile* (*Ceseda**) et permettre de répondre aux exigences minimum qui ont été portées par le RESF et par les militants et élus de gauche sous les quinquennats de Chirac et de Sarkozy :

- Conformément aux engagements écrits pris par le candidat Hollande, le placement en rétention des mineurs devra être interdit, la gratuité de l'AME rétablie, la liste des pays dits sûrs supprimée, le droit d'asile pleinement restauré.
- De même les parents d'enfants scolarisés ou les sans papiers ayant un travail déclaré ou au noir devront être régularisés, conformément aux engagements pris par le Parti Socialiste et plusieurs fois évoqués par le candidat.
- Même si, de façon incompréhensible, cet aspect de la question ne figure pas dans le programme du Parti Socialiste ni dans celui de son candidat, le RESF maintient son exigence de la régularisation des jeunes majeurs scolarisés, sauf à souhaiter voir les élèves des lycées des jeunes concernés défilier par centaines sous Hollande comme ils l'ont si souvent fait sous Sarkozy avec la solidarité de militants et d'élus des partis de gauche, dont le Parti Socialiste.
- Le démantèlement des familles (l'expulsion d'un père ou d'une mère tandis que le conjoint et les

enfants restent en France), mesure inhumaine s'il en est, devra être interdite.

- Les taxes prohibitives perçues sur la délivrance des titres de séjour doivent être réduites, ramenées, par exemples à celles exigées pour la délivrance d'un passeport français (80 €).
- L'accueil des étrangers, y compris ceux en situation régulière, est actuellement organisé dans certaines préfectures dans des conditions dégradantes. Il convient d'y remédier très rapidement.

Ces mesures, et celles concernant les autres catégories de sans papiers devront être prises au plus vite. Nous avons cependant conscience de la difficulté à décider et à organiser ces dispositifs en quelques jours.

Aussi nous semble-t-il indispensable et urgent que le président de la République prenne dès son entrée en fonction une mesure forte, à la fois symbolique, et qui concrétise aux yeux de tous que les promesses électorales ne sont pas du vent : un moratoire sur les expulsions.

L'expulsion est, en effet, une mesure d'une extrême gravité, propre à mettre en cause la vie, l'avenir, de ceux sur lesquels elle s'abat. C'est tout à la fois une arrestation impromptue, une garde à vue, un emprisonnement (jusqu'à 45 jours !), la perte de son travail, de son logement, la spoliation des biens accumulés, la rupture définitive avec son milieu, ses amis, sa famille et une humiliation dont on ne se remet pas : le pays qu'on avait choisi vous rejette et vous dépose, parfois dans la tenue dans laquelle vous avez été arrêté, à la queue de l'avion, sur le tarmac d'un aéroport ou rien ni personne ne vous attend. La volonté exprimée par le président « d'une autre politique migratoire » respectant "la dignité de tous les êtres humains" impose la refonte du *Ceseda*. Il serait dès lors inacceptable que des hommes, des femmes, des enfants soient expulsés sur la base de textes hérités du sarkozysme et promis à la corbeille très vite. Décréter un moratoire sur les expulsions est une mesure conservatoire à laquelle le nouveau pouvoir ne saurait se dérober.

Le changement, c'est maintenant.

* *Ceseda* : *Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.*

Droite : **objectif en partie atteint...**

Nicolas Sarkozy a perdu l'élection présidentielle, mais il remporte dans son camp une victoire idéologique. Sa défaite entraîne une recomposition politique de la droite dont le centre de gravité s'est déplacé vers le Front national. L'objectif de cette droite divisée, ayant définitivement liquidé l'héritage gaulliste et du consensus républicain de 1945, est de parvenir à un État libéral dont rêvent les marchés financiers et où « la concurrence libre et non faussée » deviendrait la règle.

Nicolas Sarkozy, sur la place du Trocadéro, a appelé à un « nouveau modèle social », conforme à la doctrine libérale. Un modèle qui liquide les acquis sociaux pour les privatiser, qui réduit l'intervention de l'État au strict minimum de la doxa libérale : assurer la police pour contrer les désordres sociaux qui naîtraient des inégalités... et surtout, voler au secours des intérêts financiers, comme on l'a vu depuis la crise financière de 2008.

C'est à ce modèle que la droite a consacré son combat politique, avec le soutien actif du Medef, dont l'ex-numéro 2, Denis Kessler, avait appelé en 2007, dans le journal « Challenge » du 4 octobre 2007 (voir le n° 74 de L'Unitaire) à en « finir avec le programme du Conseil national de la Résistance ».

C'est ce que Nicolas Sarkozy a en partie réussi et qu'il paye par sa défaite électorale. Mais sur le plan idéologique, il est parvenu à ses fins.

La droite de 2012 a terminé de liquider l'héritage du gaullisme et du chiraquisme réuni, malgré les cautions d'Alain Juppé ou de Dominique de Villepin.

Et la droite que nous lègue Nicolas Sarkozy est probablement la plus dangereuse depuis la Seconde Guerre mondiale...

Ça y est : l'Union Locale FSU de Narbonne est enfin dans ses murs !

13 ans que nous attendions ce moment !

C'est en effet en 1999 que nous avons adressé un premier courrier au Maire en place à l'époque. Plusieurs autres avaient suivi, tous sans retour.

Depuis 2008 et l'arrivée de l'actuelle municipalité, nous avons réitéré notre démarche. Une fois encore, nous avons exposé nos légitimes revendications à être logés à la même enseigne que les autres organisations syndicales présentes sur la ville. À force de persévérance, c'est au 3ème courrier que nous avons enfin obtenu une réponse.

Était-ce la fin du mépris dans lequel nous étions tenus jusqu'alors ? La réponse fut certes négative à ce moment-là, stipulant la non disponibilité de locaux à la Bourse du Travail, mais cela nous avait permis de suggérer une solution transitoire – trouver un local ailleurs en ville - en attendant une éventuelle restructuration du Palais du Travail ou l'hypothétique construction d'une maison des syndicats.

Ne voyant rien venir, nous avons organisé en juin 2011 une conférence de presse devant l'Hôtel de Ville pour réaffirmer notre détermination à obtenir un local syndical.

Après deux autres tentatives écrites demandant un rendez-vous, et devant le mutisme constaté, nous avons décidé, conjointement avec Solidaires (en attente d'un local syndical également) d'adresser début décembre une lettre ouverte recommandée au Député Maire de la Ville lui donnant un mois pour trouver une solution acceptable. Et le 6 janvier 2012, sans réponse de la municipalité, nous avons décidé de nous inviter à la cérémonie de vœux à la population narbonnaise.

Sur le parvis du Palais du Travail, le dialogue s'est enfin noué ce soir-là avec la première Adjointe au Maire. Depuis, les choses se sont heureusement enchaînées, de la décision d'octroi d'un local à sa mise à disposition en passant par les travaux de réfection nécessaires.

Notre **Union Locale FSU** est désormais opérationnelle au **13 rue des trois moulins** (école maternelle Lamartine) située entre la place du Forum et le Jardin de la Révolution. Nous sommes joignables par téléphone au **04 68 32 07 99** ou par e-mail à l'adresse ulfsu-narbonne@orange.fr

Soyons persuadés que ce local va permettre un travail plus au près des adhérents et sympathisants de nos syndicats qui auront ainsi un lieu de rencontre possible pour l'est du département. D'ores et déjà, le SNUipp va y organiser **ce mardi 22 mai** à 18h une réunion des enseignants des écoles sur la question du LPC (livret personnel de compétences). Le **mardi 5 juin** prochain, à partir de 17h, nos adhérent-e-s du narbonnais sont cordialement invité-e-s à venir découvrir les lieux et cela sera sans doute l'occasion d'échanger des idées qui permettront de jeter les bases d'un travail syndical de proximité, efficient dès la rentrée prochaine. Enfin, notons que le dernier CDFD de la FSU (Conseil Délibératif Fédéral Départemental) se tiendra à notre Union Locale le **jeudi 28 juin 2012**.

L'UL-FSU de Narbonne est sur les rails !

A bientôt donc !

Le Secrétariat de l'UL-FSU Narbonne

Union Locale FSU de Narbonne
13 rue des trois moulins

(école maternelle Lamartine)

entre la place du Forum et le Jardin de la Révolution.

Téléphone : **04 68 32 07 99**

e-mail : ulfsu-narbonne@orange.fr